



Le 23 octobre 2024

Monsieur Marc-Olivier Girard  
Greffier  
Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires  
Chambre des communes  
Ottawa ON, K1A 0A6  
[OGGO@parl.gc.ca](mailto:OGGO@parl.gc.ca)

Monsieur le Greffier,

Au nom de l'Alliance de la Fonction publique du Canada et des 180 000 fonctionnaires fédéraux qu'elle représente, je tiens à vous informer que nous appuyons sans réserve l'Association canadienne des employés professionnels, qui réclame une enquête sur l'obligation de travailler au bureau trois jours par semaine dans toute la fonction publique fédérale.

Cette décision unilatérale trahit un flagrant manque de planification et de considération pour les travailleuses et travailleurs. Le peu d'espace disponible au fédéral force en effet les fonctionnaires à travailler dans des bureaux surpeuplés qui ne respectent pas les normes de santé-sécurité. Le manque de ressources adéquates pour accomplir leur travail nuit également à leur productivité et à leur satisfaction professionnelle.

Ce sont les contribuables qui finiront par payer le prix de cette décision malavisée, car il faudra équiper et entretenir des immeubles vieillissants, ce qui est contraire à l'objectif de réduire de 50 % les espaces de bureau fédéraux d'ici 2034 pour économiser 3,9 milliards de dollars.

Le gouvernement prétend vouloir être « juste », mais il impose à tout son personnel un modèle unique qui va à l'encontre des résultats de ses propres études.

Ces études soulignent en effet que le travail hybride favorise la diversité et l'inclusion, tout en réduisant le taux de roulement du personnel et l'empreinte carbone. Pourquoi ignorer ces données au profit d'une décision arbitraire qui va à contre-courant de la logique et des tendances observées ailleurs?

Le télétravail est un choix pratique et judicieux. Accorder aux fonctionnaires des conditions de travail qui optimisent leur rendement est une stratégie gagnante, tant pour eux que pour l'employeur et la population qu'ils desservent.

Voilà pourquoi nous exhortons le Comité à prioriser cette enquête pour remédier aux problèmes systémiques causés par la directive du gouvernement et créer des

conditions propices à une fonction publique efficace. L'enquête est essentielle pour que tous les fonctionnaires aient un lieu de travail équitable et adapté à l'ère moderne.

En espérant que vous donnerez bientôt suite à notre demande, je vous prie d'agréer, Monsieur le Greffier, mes salutations distinguées,

La présidente nationale,



Sharon DeSousa  
Alliance de la Fonction publique du Canada